



L'économie de Mayotte en 2017

Et pourtant les signes de relance se confirmaient en fin d'année

Marquée par un attentisme des acteurs économiques en 2016, l'économie de Mayotte a fait preuve de résilience dès le début de l'année 2017, malgré de nombreuses difficultés liées à un climat social tendu, avant de retrouver des signes de relance en fin d'année. Ce retournement favorable de la conjoncture s'est appuyé sur une consommation des ménages toujours solide et un retour des investissements, permettant aux chefs d'entreprise de retrouver progressivement confiance dans leurs affaires. L'indicateur du climat des affaires (ICA) a ainsi connu une progression timide au premier semestre pour se positionner autour de sa moyenne de longue période, avant d'accélérer au troisième trimestre et se placer bien au-dessus en fin d'année.

Évoluant dans un environnement de stabilité des prix, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises ont piloté les importations, qui augmentent de nouveau. Le marché de l'emploi progresse dans sa « formalisation » après une relative stabilité en début d'année.

Dans l'ensemble, les chefs d'entreprise ont renoué avec une activité favorable à partir de la deuxième moitié de l'année, à l'image du secteur du commerce. En revanche, le secteur des services marchands, après une année 2016 favorable, a vu son activité se réduire tout au long de l'année.

Dans un contexte plutôt favorable, le financement de l'économie par le système bancaire se poursuit en 2017, soutenu par la reprise des crédits d'investissement aux entreprises ainsi que la bonne tenue des crédits accordés aux ménages. Par ailleurs, portée par le dynamisme des dépôts à vue, la collecte d'épargne maintient sa trajectoire à la hausse en 2017. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux continue de s'améliorer avec un repli du taux de créances douteuses.

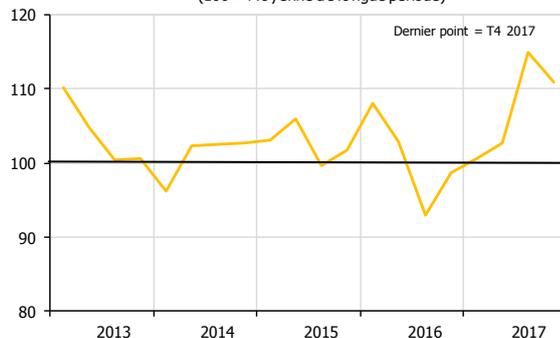
DES INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES BIEN ORIENTÉS

Retour d'un climat des affaires favorable

L'année 2017 marque un retour de l'ICA au-dessus de sa moyenne de longue période et ce tout au long de l'année. Après une évolution modérée au premier semestre, l'indicateur fait un bond au troisième trimestre atteignant son plus haut niveau historique (+15,0 points au-dessus de la moyenne de longue période). Cette embellie économique se poursuit en fin d'année avec une conjoncture bien orientée.

Après avoir fait preuve de résilience, les chefs d'entreprise renouent avec un climat des affaires qu'ils jugent favorable.

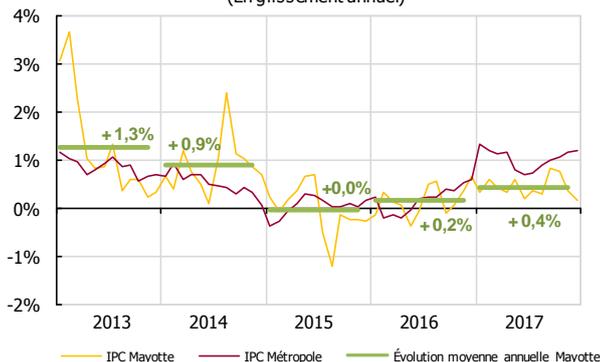
Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Une inflation maîtrisée

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles

Sur l'année 2017, les prix augmentent en moyenne de 0,4 % (contre +0,2 % en 2016). La dynamique des années précédentes s'est modifiée avec un retour prononcé de l'inflation sur les prix de l'énergie (+5,8 % contre -2,6 % en 2016) et une accélération dans l'évolution des prix des produits alimentaires (+2,5 % après +1,1 % en 2016).

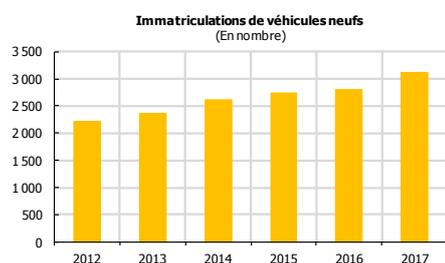
En revanche, les prix des produits manufacturés continuent de baisser à un rythme plus soutenu (-3,1 % après -2,7 % en 2016).

La formalisation du marché de l'emploi se poursuit

En 2017, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pole emploi accélère (+9,4 % contre +4,6 % en 2016, données CVS), atteignant 13 235 personnes à fin décembre 2017. Cette forte augmentation se répartit aussi bien entre les hommes et les femmes que sur l'ensemble des catégories d'âge. En effet, le nombre d'hommes et de femmes demandeurs d'emploi progresse respectivement de 9,8 % et 8,9 %. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A ayant moins de 25 ans renoue avec la croissance (+12,8 % contre -5,0 % en 2016). Dans un même temps, les demandeurs âgés de plus de 50 ans et ceux ayant entre 25 et 49 ans poursuivent leur progression à un rythme important (respectivement +9,3 % et +8,2 %).

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), calculé par l'Insee, recule en 2017 après deux années de hausse importante (-1,2 point contre +3,5 points en 2016 et +3,9 points en 2015) et s'établit à 25,9 % de la population active, soit 17 300 chômeurs (200 de plus qu'en 2016). Cette baisse du taux de chômage est tout d'abord la conséquence d'un taux d'emploi¹ qui enregistre une croissance (+1,8 point à 38,5 %) alors qu'il restait relativement stable depuis 2014. Mais elle est également due à une progression du taux d'activité² (+1,6 point) qui s'établit désormais à 52,1 % de la population active. Toutefois, l'absorption de la demande par les créations d'emploi reste nettement insuffisante, bien que ces dernières augmentent par rapport à l'année précédente (+3 500 emplois contre +1 200 en 2016). Enfin, les personnes en recherche d'emploi confirment leur volonté de se formaliser comme en témoigne la contraction, d'année en année, du « halo autour du chômage »³ (21 900 personnes, soit 2 200 de moins qu'en 2016).

Une consommation des ménages solide



Source : Préfecture de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Après un début d'année compliqué, la consommation des ménages se raffermi progressivement au cours de l'année, témoignant ainsi de sa robustesse et de sa capacité à absorber les chocs négatifs pour demeurer un appui important à l'activité économique de l'île.

Si les chefs d'entreprise du commerce déclaraient une dégradation de leur activité en début d'année, ils témoignent par la suite une amélioration au deuxième semestre. En parallèle, les perspectives d'investissement se maintiennent, attestant d'une volonté d'investir de la part des commerçants, et ce pour la troisième année consécutive.

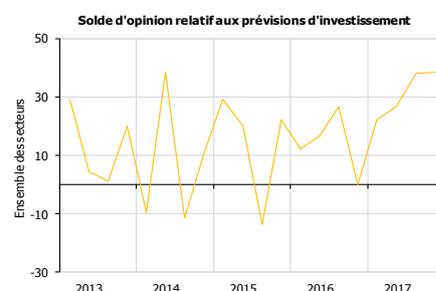
Dans l'ensemble, les indicateurs liés à la consommation des ménages progressent à un rythme plus soutenu, à l'exception des importations de produits courants qui augmentent de manière moins effrénée (+4,3 % contre +7,2 % en 2016). Ainsi, les importations de biens d'équipement des foyers croissent de 21,1 % et les immatriculations de véhicules neufs de 10,9 % (hausse pour la cinquième année consécutive). Enfin, l'encours bancaire des crédits à la consommation maintient un fort rythme de croissance (+18,3 % contre +19,3 % en 2016).

Reprise de l'investissement

En 2017, le retour progressif à une conjoncture favorable est aussi bien stimulé par la consommation des ménages que par l'investissement, qui renoue avec des indicateurs, globalement, bien orientés. Le comportement attentiste des investisseurs prépondérant en 2016, semble s'estomper laissant place à un courant d'optimisme quant à la réalisation de projets. Ainsi l'orientation favorable des indicateurs économiques mentionnés ci-dessous est en adéquation avec les prévisions d'investissement annoncées par les chefs d'entreprise.

L'évolution des indicateurs liés à l'investissement laisse transparaître ce regain de confiance : les importations de biens d'équipement professionnels augmentent de 15,3 % contre 1,7 % en 2016. De même, l'encours bancaire des crédits d'investissement renoue avec une croissance positive (+14,3 % contre -11,9 % en 2016). Toutefois, sa part dans les crédits accordés aux entreprises continue de diminuer et s'établit à 66,4 % (contre 67,6 % en 2016). Néanmoins, cette légère baisse est à nuancer du fait d'une forte activité bancaire et donc d'une hausse importante globale des encours bancaires.

Cette propension à l'investissement concerne l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie agroalimentaire et du tourisme qui se caractérisent par des perspectives d'investissement volatiles.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

Le rythme des importations accélère

Les importations maintiennent leur trajectoire à la hausse et s'établissent à 547,9 millions d'euros (+7,4 % après +3,0 % en 2016, données CVS). L'ensemble des postes d'importations explique cette hausse. En effet, les importations de biens d'équipement du foyer et professionnel, des produits courants et intermédiaires ont tous augmenté respectivement de 21,1 %, 15,3 %, 4,3 % et 2,2 %. Enfin, contrairement à l'année passée, les exportations ont progressé de 8,4 % et se portent à 7,7 millions d'euros sur l'année 2017.



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

¹ Le taux d'emploi est le rapport de la population ayant un emploi (population active occupée) à la population totale correspondante.

² Le taux d'activité est le rapport de la population active occupée à la population active totale (somme de la population active occupée et du nombre de chômeurs)

³ Le BIT a fourni une définition stricte du chômage, mais qui ne prend pas en compte le fait que certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi. Ces personnes forment ce que l'Insee appelle un « halo » autour du chômage.

Toutefois, en raison d'un accroissement des importations supérieur en valeur à celui des exportations, le déficit de la balance commerciale se creuse de 7,3 % en 2017 pour atteindre 540,2 millions d'euros.

UNE ACTIVITÉ SECTORIELLE CONTRASTÉE

Arrêt des exportations de poissons d'élevage

En raison d'une activité à l'arrêt due à un manque de productions d'alevins, matières premières pour l'élevage de poissons, les exportations de poissons d'élevage sont nulles depuis novembre 2016. Ainsi, la filière doit se restructurer afin de retrouver une activité pérenne. Néanmoins, l'échéance de cette reprise reste incertaine étant donné les investissements importants nécessaires à son amorçage.

Une activité en berne pour l'industrie agroalimentaire

Comme en 2016, l'activité dans le secteur de l'Industrie agroalimentaire (IAA) reste en berne cette année malgré un léger sursaut au deuxième trimestre. En effet, le climat social agité dans le secteur a sans doute contribué à la dégradation de l'activité. Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent une reprise de l'activité début 2018 et font preuve d'optimisme quant à leurs perspectives d'investissement.

Une activité industrielle réduite

Suivant la même tendance que le secteur agroalimentaire, la perception de l'activité industrielle par les chefs d'entreprise reste volatile avec une légère amélioration au deuxième trimestre mais qui ne se concrétise pas en fin d'année. Une amélioration de l'activité est néanmoins attendue en début d'année. De plus, les chefs d'entreprise du secteur maintiennent leurs positions favorables quant à leurs intentions d'investir aussi bien sur l'année passée que sur celle à venir.

Le BTP peine à retrouver une trajectoire favorable

Suite à une année 2016 relativement fluctuante marquée par la faiblesse de l'activité, 2017 est resté dans la même tendance, avec des difficultés importantes pour les chefs d'entreprise du secteur à pérenniser leurs affaires. La volatilité des charges et des délais de paiement sont autant de facteurs perturbant l'activité, tout comme les problèmes de trésorerie qui en découlent. Toutefois, cette dégradation est à nuancer avec l'année passée étant donné certains éléments conjoncturels favorables, notamment un retour de l'investissement dans le secteur privé qui bénéficie à une partie du secteur de la construction. En effet, au troisième trimestre, les chefs d'entreprise déclaraient une activité relativement stable tandis que leurs perspectives d'investissement sont restées optimistes sur l'ensemble de l'année et notamment pour début 2018.

Les commandes issues du secteur privé sont de plus en plus fréquentes et permettent ainsi au secteur d'y trouver une source d'activité fiable. En 2017, les principaux acteurs à l'initiative de cette relance privée sont les entreprises avec une hausse de l'encours bancaire des crédits immobiliers qui dépasse la barre des 100,0 millions d'euros pour s'établir à 103,9 millions d'euros en fin d'année (+28,6 % par rapport à 2016). De même, l'encours bancaire des crédits à l'habitat des ménages augmente de 6,9 % et s'élève à 196,9 millions d'euros. Cette vigueur des crédits immobiliers apporte au secteur un nouveau soutien à une activité dépendant traditionnellement de la commande publique.

Une amélioration de l'activité commerciale au deuxième semestre

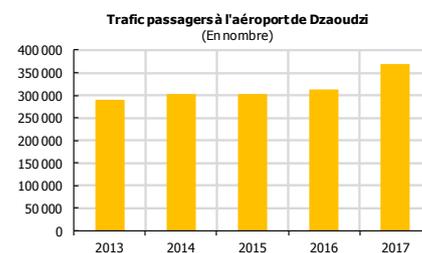
À la suite d'un début d'année compliqué, l'activité dans le secteur du commerce s'est stabilisée au troisième trimestre pour ensuite se relancer en fin d'année. Les bons résultats de la consommation des ménages sont les principales sources de cette croissance, impulsée également par l'activité bancaire qui continue de croître fortement. Les flux de trésorerie, en berne presque toute l'année, se sont nettement améliorés en fin d'année, signes d'un regain d'activité accentué par le recul des charges. De plus, les chefs d'entreprise du secteur confirment leurs volontés d'investir pour l'année 2018. Ainsi, les indicateurs sont, pour l'ensemble, bien orientés pour que l'activité se consolide l'année prochaine.

Baisse de l'activité des services marchands malgré une amélioration de la conjoncture

Après des signes d'encouragement en 2016, les chefs d'entreprise déplorent une baisse de leur activité répartie sur l'ensemble de l'année, en contradiction avec leurs anticipations, à l'exception du dernier trimestre où ils prévoient une diminution de l'activité. Paradoxalement, l'ensemble des indicateurs liés à la conjoncture du secteur se sont améliorés : renforcement des trésoreries, baisse des charges et raccourcissement des délais de paiement. Ainsi, les entreprises du secteur des services marchands restent pessimistes quant à la pérennisation de leurs affaires, cet effet est d'autant plus marqué en fin d'année étant donné les prévisions défavorables concernant 2018. Les prévisions d'investissement restent toutefois orientées à la hausse.

L'activité aérienne profite au tourisme

Les légères avancées dans le secteur du tourisme résident dans le développement du trafic aérien, et notamment sur l'évolution du nombre de passagers qui croît de 17,8 % en 2017 (contre +3,4 % en 2016). Avec l'arrivée des lignes directes entre la Métropole et Mayotte, ainsi que de nouveaux concurrents, l'activité aérienne est vigoureuse. Le nombre de mouvements de vols, en baisse de 24,0 % par rapport à 2016 traduit un taux de remplissage des avions de plus en plus robuste.



Source : Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE CROISSANTE EN 2017

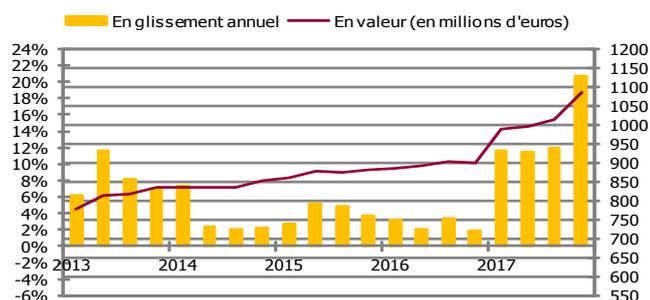
Une collecte d'épargne qui se renforce de nouveau

En 2017, les **actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** croissent de 9,8 % sur un an. Ils confirment ainsi la tendance observée depuis trois ans maintenant. Soutenus par la bonne orientation de la collecte des entreprises, ils s'établissent à 625,6 millions d'euros au 31 décembre 2017. Avec 393,7 millions d'euros collectés, les **dépôts à vue** continuent d'être l'élément moteur de cette hausse. Les **placements liquides ou à court terme**, en revanche, se contractent de 3,6 % passant de 150,3 à 144,8 millions d'euros d'encours suite à la baisse de 17,3 % des placements indexés sur les taux du marché. Enfin, **l'épargne à long terme**, qui comptabilise 87,1 millions d'euros d'encours, maintient sa tendance haussière (+1,2 % après +4,7 % en 2016).

Une demande de financement dynamique

L'encours brut total des crédits consentis à l'économie par l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) progresse de 10,1 % et s'établit à 1119,7 millions d'euros fin 2017.

Évolution de l'encours de crédit sain de l'ensemble des établissements de crédit



Source : IEDOM, Surfi

Une sinistralité locale en baisse

L'encours des **créances douteuses brutes** déclarées par les Établissements de crédit installés localement (ECIL) recule de 27,3 %⁴ après une baisse de 3,9 % en 2016 et s'élève à 28,1 millions d'euros. Le taux de créances douteuses diminue de 2 points pour se situer désormais à 3,1 %.

Cette baisse de la sinistralité s'observe essentiellement au premier trimestre de l'année (-24,3 %) pour ensuite se stabiliser les trimestres suivants.

Après avoir fortement diminué en 2016 (-37,1 %), les provisions restent relativement stables sur la période et s'élèvent à 12,5 millions d'euros (+2,3 %). Le taux de provisionnement des ECIL s'établit ainsi à 44,4 %.

Taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Source : IEDOM, Surfi

UNE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE TRÈS INCERTAINE EN 2018

L'exercice 2018 s'ouvrirait sur une bonne trajectoire et, même si la récurrence des conflits sociaux de toute nature observés en 2017 incitait à la prudence, les observateurs anticipaient un nouveau raffermissement du climat des affaires. Le mouvement social général en début d'année, qui a entraîné le blocage d'une bonne partie de l'activité économique du département et une crise de trésorerie sans précédent pour les entreprises, est de nature à inverser radicalement la tendance.

Au-delà du règlement des questions, essentielles, relatives à la sécurité des biens et des personnes et à la mise à niveau des infrastructures de base (santé, éducation, formation professionnelle, etc.), il est attendu, des différentes parties prenantes, des initiatives en matière de développement économique et d'amélioration du dialogue social au sein des entreprises, qui sont autant de défis pour un retour de la confiance à Mayotte.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : R. SATGE – Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1952-9619

⁴ Évolution expliquée par le reclassement de créances émanant d'un établissement de la place.